

Onderafdeling 2. — Geurbestrijding

Art. 45. De voorschriften m.b.t. de controle, de autocontrole en het toezicht op de door de installaties voortgebrachte geur liggen vast in de bijzondere voorwaarden.

HOOFDSTUK XI. — *Overgangs- en slotbepalingen*

Art. 46. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

In afwijking van het vorige lid, is dit besluit uiterlijk 1 januari 2007 van toepassing op de bestaande inrichtingen.

Art. 47. De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 3 april 2003.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,
M. FORET

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2003 — 2121

[C — 2003/27364]

3 AVRIL 2003. — Arrêté du Gouvernement wallon déterminant les conditions intégrales relatives aux ateliers d'entretien et de réparation des véhicules à moteur lorsque le nombre de fosses ou ponts élévateurs est inférieur ou égal à trois

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement notamment les articles 4, 5, 7, 8 et 9;

Vu la délibération du Gouvernement sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat n° 34.302/4 donné le 4 février 2003 en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Champ d'application et définitions*

Article 1^{er}. Les présentes conditions intégrales s'appliquent aux ateliers d'entretien et/ou de réparation de véhicules à moteur lorsque le nombre de fosses ou de ponts élévateurs est inférieur ou égal à 3 visés à la rubrique 50.20.01.01. de l'annexe I^{re} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidence et activités classées.

Art. 2. Pour l'application des présentes prescriptions, on entend par établissement existant : tout établissement dûment autorisé avant l'entrée en vigueur du présent arrêté ou dont l'exploitation est couverte par un permis délivré à la suite d'une demande introduite avant l'entrée en vigueur du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ainsi que tout établissement pour lequel une demande de permis a été introduite entre l'entrée en vigueur du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et l'entrée en vigueur du présent arrêté.

CHAPITRE II. — *Implantation et construction*Section 1^{re}. — *Construction*

Art. 3. Les garages, ateliers, et leur dépendances sont séparés des locaux habités et de leurs accès par des murs, hourdis, cloisons, en brique ou en béton, plafonds et planchers ayant un degré de résistance au feu d'au moins une heure et ne comportant que les ouvertures indispensables à l'exploitation et à la sécurité.

Les portes coupe-feu sont à fermeture automatique et présentent une résistance au feu d'une demi-heure au moins.

Art. 4. Les locaux habités comportent au moins un accès indépendant de l'atelier et de ses dépendances.

L'atelier n'a pas de communication directe avec les locaux habités ou occupés par des tiers.

Art. 5. Les porches d'entrée qui sont séparés des garages et ateliers par une cour à ciel ouvert de trois mètres de profondeur au moins ou qui sont isolés par une porte ayant une résistance au feu d'au moins une demi heure ne sont pas considérés comme dépendance pour l'article 4.

Art. 6. Les portes et issues de secours des locaux utilisés pour remiser les véhicules automoteurs et leurs remorques, des garages et des ateliers s'ouvrent vers l'extérieur et les passages sont dégagés de tout obstacle.

Art. 7. Les sols des ateliers et des aires de travail et/ou de nettoyage sont bétonnés et rendus parfaitement étanches à toute pénétration de substances liquides dans le sol. Ils sont aménagés pour recueillir et évacuer vers un seul exutoire par des dispositifs adéquats, tel qu'un séparateur d'hydrocarbures, tout liquide qui y serait répandu accidentellement ou non, notamment les eaux de nettoyage des sols et véhicules.

Les aires de travail présentent une résistance chimique à tous les liquides présents dans l'atelier.

Section 2. — *Ventilation*

Art. 8. § 1^{er}. Les garages et ateliers sont ventilés par un dispositif afin que l'atmosphère n'y puisse jamais devenir toxique ou explosive.

§ 2. Dans les garages et ateliers en sous-sol, un système de ventilation mécanique, placé à un endroit judicieusement choisi et au niveau le plus bas, aspire les gaz et fumées répandus dans les locaux et les refoule à l'extérieur.

§ 3. Il est interdit de procéder à la mise au point ou à la réparation d'un moteur à combustion interne si l'opération nécessite le maintien en marche prolongé de ce moteur sauf s'il existe un dispositif permettant d'évacuer les gaz directement à l'air libre.

Section 3. — Fosses de visite

Art. 9. La sortie aisée de la fosse est assurée, quelle que soit la longueur des véhicules qui se trouvent au-dessus. Un dispositif permanent, solidement fixé, tels qu'une échelle, une rampe, un escalier, est installé à cet effet.

Les fosses de visite sont signalées à l'attention du public admis dans les ateliers.

Lorsque les fosses de visite sont inutilisées, elles sont recouvertes d'un plancher jointif ou entourées d'un garde-corps solidement fixé.

Section 4. — Appareils de levage et de manutention

Art. 10. § 1^{er}. Les crics, vérins et engins similaires portent d'une manière claire, apparente et indélébile la mention de la charge maximum autorisée.

§ 2. Ils sont de construction solide.

§ 3. Ils sont conçus de manière que l'inversion du mouvement ne soit possible que par l'intervention volontaire de l'opérateur.

§ 4. La partie portante des crics, vérins et engins similaires est conçue de manière à augmenter l'adhérence à la charge ou à prévoir un engagement dans un logement adéquat.

§ 5. Les crics et vérins possèdent un dispositif empêchant la vis ou la crémaillère de se dégager.

§ 6. Les crics, vérins et engins similaires actionnés directement par un moteur électrique, sont pourvus d'un dispositif qui coupe automatiquement le courant d'alimentation à la position la plus élevée et à la position la plus basse.

§ 7. Les vérins hydrauliques et pneumatiques possèdent des raccords étanches qui ne permettent pas au liquide ou à l'air de s'échapper des cylindres en cours de levage de la charge.

§ 8. Les vérins hydrauliques et pneumatiques dont la hauteur de levage est supérieure à 20 cm sont munis d'un dispositif ou sont conçus de façon à empêcher la descente de la tige en cas d'avarie à la tuyauterie d'amenée ou d'évacuation de liquide ou d'air.

Ce dispositif assure une descente lente et régulière de la charge ou arrête complètement son mouvement.

Section 5. — Installation électrique

Art. 11. Avant la mise en service, l'installation électrique est contrôlée par un organisme agréé, ainsi que lors de toute modification importante.

CHAPITRE III. — Exploitation

Section 1^{re}. — Généralités

Art. 12. Les liquides contaminés, accidentellement épanchés ne peuvent pas être déversés dans un égout public, un cours d'eau ou un dispositif quelconque de récolte des eaux de surface, ni être jetés sur le sol, à l'extérieur du garage mais doivent être immédiatement neutralisés, détruits et/ou évacués. L'exploitant dispose des moyens et matériaux permettant l'exécution rapide de ces mesures de sécurité.

Art. 13. § 1^{er}. Les produits dangereux et /ou inflammables sont contenus dans des récipients appropriés, conçus et réalisés en fonction des caractéristiques des liquides qu'ils contiennent et d'une résistance mécanique et chimique suffisante.

§ 2. Les opérations mettant en œuvre ces produits ne sont confiées qu'à des personnes suffisamment compétentes et dûment averties des risques inhérents à ces liquides.

Art. 14. Les liquides inflammables sont stockés dans un local particulier ou une armoire de sécurité réservé à cet usage.

Art. 15. Le stockage des produits dangereux fait l'objet de conditions particulières.

Art. 16. Il est interdit d'entreposer dans les garages et les ateliers un ou des bidons contenant ou ayant contenu de l'essence en dehors du local spécialement destiné au stockage des liquides inflammables tel que définit ci-dessus.

Il est interdit d'entreposer dans les garages et ateliers des matières combustibles ou inflammables.

Art. 17. La réparation de réservoir de véhicule automobile ayant contenu du carburant à l'aide de chalumeau, arc électrique ou tout autre appareil à flamme nue est interdite.

Section 2. — Chauffage

Art. 18. Les appareils destinés au chauffage éventuel des locaux sont placés de manière à ce que le risque d'incendie soit réduit au minimum.

Section 3. — Accès des locaux au public

Art. 19. Les locaux ou parties de locaux accessibles au public sont ventilés de manière telle que l'atmosphère ne puisse constituer un risque pour les personnes s'y trouvant.

Art. 20. L'exploitant doit interdire l'accès au public des locaux ou des travaux dangereux sont effectués. Cette interdiction doit être clairement indiquée en suffisamment d'endroits.

CHAPITRE IV. — *Prévention des accidents et incendies**Section 1^{re}. — Généralités*

Art. 21. Avant la mise en œuvre du projet et avant chaque modification des lieux ou des circonstances d'exploitation susceptibles de modifier les risques d'incendie ou de sa propagation, l'exploitant consulte, par l'intermédiaire du Bourgmestre, le service d'incendie territorialement compétent sur les mesures à prendre et les équipements à mettre en œuvre en matière de prévention et de lutte contre les incendies et explosions, dans le respect de la protection du public et de l'environnement.

Ces mesures et équipements couvrent notamment les domaines suivants :

1° construction, compartimentage et agencement des locaux et bâtiments, y compris les chaufferies, installations de chauffage, ventilation et conditionnement d'air;

2° moyens d'évacuation des personnes présentes dans l'établissement et organisation à mettre en place pour garantir la sécurité des personnes en cas d'incendie, en ce compris les moyens et l'organisation de l'évacuation des personnes à mobilité réduite;

3° accès des services de secours aux différents secteurs, bâtiments et locaux de l'établissement;

4° implantation des parties de l'établissement présentant des risques importants d'incendie ou d'explosion, notamment les dépôts de matières combustibles et de solvants;

5° mesures propres à garantir le maintien sous contrôle des eaux d'extinction lorsque des produits présents dans l'établissement ou risquant d'être générés en cas d'incendie sont tels que leur présence dans les eaux d'extinction peut constituer une menace importante pour l'environnement;

6° définition, choix, implantation et maintien en bon état des moyens de prévention, détection, alerte, alarme et lutte contre les incendies et explosions;

7° formation du personnel à la lutte contre les incendies;

8° définition de la conduite à tenir en cas d'incendie, notamment en ce qui concerne les visiteurs et le public présent.

Art. 22. L'exploitant prend les précautions indispensables, indiquées par les circonstances pour :

1° prévenir les incendies et explosions;

2° combattre rapidement et efficacement tout début d'incendie qui présente un risque pour le public ou l'environnement;

3° en cas d'incendie :

a) donner l'alerte et l'alarme;

b) assurer la sécurité du public présent dans l'établissement et, si nécessaire, pourvoir à son évacuation rapide et sans danger, en ce compris l'évacuation des personnes à mobilité réduite;

c) avertir immédiatement le service communal ou régional d'incendie et le fonctionnaire technique chargé de la surveillance.

Art. 23. Le matériel visé à l'article 20 est prêt à l'emploi, judicieusement disposé, bien signalé et facile à atteindre. Il est protégé contre le gel.

Art. 24. L'interdiction du feu nu et l'interdiction de fumer sont signalées au moyen des pictogrammes réglementaires dans tous les lieux de l'établissement où le danger d'incendie est présent.

Art. 25. L'exploitant veille à la permanence de la qualité des produits d'extinction d'incendie en les renouvelant avant leur date de péremption.

CHAPITRE V. — *Eau**Section 1^{re}. — Généralités*

Art. 26. Les dispositions de l'arrêté royal du 3 août 1976 portant le règlement général relatif aux déversements des eaux usées dans les eaux de surface ordinaires, dans les égouts publics et dans les voies artificielles d'écoulement des eaux pluviales ne s'appliquent pas au présent chapitre.

Art. 27. § 1^{er}. Avant d'être évacuées à l'égout public, dans une eau de surface ou un dispositif quelconque de récolte des eaux de surface, toutes les eaux usées recueillies sont traitées dans un séparateur d'hydrocarbures, à fermeture automatique, avec cellule coalescente, chambre d'échantillonnage, indicateur de niveau et déboureur.

Ces dispositifs sont accessibles pour l'inspection, l'entretien, la réparation et la prise d'échantillons.

Un séparateur d'hydrocarbures à évacuation automatique est autorisé. Dans ce cas, la cuve recueillant les hydrocarbures en provenance du séparateur est du type à double paroi avec détecteur permanent de fuite.

§ 2. L'installation d'épuration est dimensionnée pour répondre aux conditions de déversement des eaux usées visées aux articles 27, 28 et 29.

**Section 2. — Déversement des eaux usées domestiques en eau de surface
et dans les voies artificielles d'écoulement des eaux pluviales**

Art. 28. Les conditions de déversement d'eaux usées domestiques sont les suivantes, pour des déversements supérieurs à 20 EH (équivalent-habitant) avant épuration :

Teneur en polluant Grandeur physique (1)	Règle	Remarques
PH	< 9 et > 6,5	Le PH naturel de l'eau prélevée peut être admis comme valeur limite du PH des eaux déversées s'il est < 6,5 ou > 9.
DBO5 à 20°C (2)	< 50 mg/l < 30 mg/l (1)	
MeS (matières en suspension) (2)	< 60 mg/l	
MS (2)	< 1 ml/l	Au cours d'une sédimentation statique de deux heures.
Hydrocarbures non polaires extractibles au CCl ₄ (2)	< 5 mg/l < 3 mg/l (1)	Le CCl ₄ peut être remplacé par un autre solvant perhalogéné compatible avec la méthode d'analyse IR (Infra-Rouge).
Température	30°C	
NB : 1 EH = 60 g DBO5/jour		
(1) Pour des volumes journaliers déversés supérieurs à 18 m ³ /j		
(2) Si les eaux déversées proviennent de l'utilisation d'une eau de surface ordinaire et/ou d'une eau souterraine les teneurs sont à ajouter aux teneurs de l'eau prélevée		

En outre :

1° les eaux à déverser qui contiennent des organismes pathogènes dans des proportions telles qu'ils risquent de contaminer dangereusement l'eau réceptrice, doivent être désinfectées;

2° les eaux déversées ne peuvent pas contenir les substances visées par la directive 76/464/CEE du Conseil, du 4 mai 1976, concernant la pollution causée par certaines substances dangereuses déversées dans le milieu aquatique de la Communauté, ainsi que toute autre substance en concentration pouvant être directement ou indirectement nuisible à la santé de l'homme, à la flore ou à la faune;

3° un échantillon représentatif des eaux déversées ne peut contenir des huiles, des graisses ou autres matières flottantes en quantités telles qu'une couche flottante puisse être constatée de manière non équivoque. En cas de doute cela peut être constaté en versant l'échantillon dans une ampoule à décanter et en vérifiant ensuite si les deux phases peuvent être considérées.

**Section 3. — Déversement des eaux usées industrielles en eau de en eau de surface ordinaire
et dans les voies artificielles d'écoulement des eaux pluviales**

Art. 29. Les conditions de déversement des eaux usées industrielles sont les suivantes :

Teneur en polluant Grandeur physique (1)	Règle	Remarques
PH	> 6,5 < 9	.
DBO5 à 20 °C (2)	< 50 mg/l < 30 mg/l (1) et en dessous	
MeS (matières en suspension) (2)	< 60mg/l	
MS (matières sédimentables) (2)	< 1 ml/l	Au cours d'une sédimentation statique de deux heures
Hydrocarbures non polaires extractibles au CCl ₄ (2)	< 5 mg/l	Le CCl ₄ peut être remplacé par un autre solvant perhalogéné compatible avec la méthode d'analyse IR (InfraRouge)
Détergents totaux	< 3 mg/l	
Température	30 °C	
(1) Pour des volumes journaliers déversés supérieurs à 18 m ³ /j		
(2) Si les eaux déversées proviennent de l'utilisation d'une eau de surface ordinaire et/ou d'une eau souterraine les teneurs sont à ajouter aux teneurs de l'eau prélevée		

En outre :

1° les eaux à déverser qui contiennent des organismes pathogènes dans des proportions telles qu'ils risquent de contaminer dangereusement l'eau réceptrice, doivent être désinfectées;

2° les eaux déversées ne peuvent pas contenir les substances visées par la directive 76/464/CEE du Conseil du 4 mai 1976, concernant la pollution causée par certaines substances dangereuses déversées dans le milieu aquatique de la Communauté, ainsi que toute autre substance en concentration pouvant être directement ou indirectement nuisible à la santé de l'homme, à la flore ou à la faune;

3° un échantillon représentatif des eaux déversées ne peut contenir des huiles, des graisses ou autres matières flottantes en quantités telles qu'une couche flottante puisse être constatée de manière non équivoque. En cas de doute cela peut être constaté en versant l'échantillon dans une ampoule à décanter et en vérifiant ensuite si les deux phases peuvent être considérées.

Section 4. — Déversement des eaux usées industrielles à l'égout public et dans les collecteurs d'eaux usées

Art. 30. Les conditions de déversement des eaux usées industrielles sont les suivantes :

Teneur en polluant Grandeur physique	Règle	Remarques
PH	> 6 < 9,5	
MeS (matières en suspension)	< 1 000 mg/l	
MS (matières sédimentables)	< 200 ml/l	Après décantation statique de deux heures
Dimension MeS	< 1 cm	Ces MeS ne peuvent, de part leur structure, nuire au fonctionnement des stations de relevage et d'épuration
Matières extractibles à l'éther de pétrole	< 500 mg/l	

En outre :

1° les eaux déversées ne peuvent contenir des gaz inflammables ou explosifs ou des produits susceptibles de provoquer le dégagement de tels gaz;

2° les eaux déversées ne peuvent contenir des substances susceptibles de provoquer :

- a) un danger pour le personnel d'entretien des égouts et des installations d'épuration;
- b) une détérioration ou obstruction des canalisations;
- c) une entrave au bon fonctionnement des installations de refoulement et d'épuration;
- d) une pollution grave de l'eau de surface réceptrice dans laquelle sont déversées les eaux usées après épuration ou après traitement approprié.

Art. 31. Les conditions de déversement des eaux domestiques sont les suivantes :

1° les eaux déversées ne peuvent contenir ni fibres textiles, ni emballages en matière plastique, ni déchets ménagers solides organiques ou non;

2° les eaux déversées ne peuvent contenir :

- a) des huiles minérales, des produits inflammables et des solvants volatils;
 - b) d'autres matières extractibles à l'éther de pétrole à une teneur supérieure à 0,5 g/l;
- d'autres substances susceptibles de rendre les eaux d'égout toxiques ou dangereuses.

Art. 32. Les rejets d'eaux usées en eaux souterraines sont strictement interdits.

Section 5. — Volume de référence

Art. 33. Les conditions de déversement relatives aux déversements d'eaux usées domestiques sont fixées en fonction du volume spécifique de référence de 0,18 m³ par EH (équivalent-habitant).

CHAPITRE VI. — Déchets

Section 1^{re}. — Définition

Art. 34. Pour l'application du présent chapitre, on entend par déchet dangereux les déchets dangereux définis par l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 juillet 1997 établissant un catalogue des déchets, notamment les batteries usagées et les piles, les huiles de moteur usagées, les liquides hydrauliques usagés, les liquides de refroidissement usagés, les plaquettes de freins usagées à base d'amiant, les matières contaminées, entre autres, par des hydrocarbures ou des acides et les boues de vidange des débourbeurs et séparateurs d'hydrocarbures.

Section 2. — Gestion des déchets

Art. 35. La destruction par combustion de déchets, résidus et matières quelconques tels que emballages, chiffons, matières plastiques est interdite.

Section 3. — Stockage des déchets

Art. 36. § 1^{er}. Les déchets dangereux et les huiles usagées ne peuvent être mélangés entre eux ni à de l'eau ou à tout autre déchet.

§ 2. Les déchets dangereux et les huiles usagées sont stockés de façon séparée dans des récipients résistants à la corrosion ou à toute autre attaque en provenance des produits qu'ils contiennent.

Les récipients portent l'indication des déchets qu'ils contiennent.

Art. 37. Les déchets dangereux liquides et les huiles usagées sont stockés dans des réservoirs à double parois ou dans des réservoirs ou récipients à simple paroi mais placés dans un encuvement étanche présentant les caractéristiques suivantes :

1° les parois de l'encuvement présentent une résistance mécanique et une inertie chimique suffisante vis-à-vis de ces liquides;

2° l'encuvement ne peut présenter des orifices et en particulier aucune liaison avec un égout public;

3° l'encuvement a une capacité totale, égale ou supérieure à la plus grande des valeurs suivantes :

a) la moitié de la capacité totale des réservoirs qu'il contient;

b) la capacité du plus grand des réservoirs majorée de 25 % du volume total des autres réservoirs.

Section 4. — Registre

Art. 38. § 1^{er}. L'exploitant tient à jour un registre sous forme d'un classeur spécial reprenant les photocopies des factures ou bordereaux de prise en charge délivrés par le collecteur agréé ou, à défaut, d'un cahier folioté dont les pages ne peuvent être arrachées et dont les ratures éventuelles doivent rester lisibles. Un registre informatisé peut être admis moyennant l'approbation du software par l'Office wallon des déchets.

§ 2. Ce cahier reprend les informations suivantes :

1° en première page :

- a) le nom et l'adresse du siège d'exploitation;
- b) le nom et l'adresse de la personne responsable;

2° pages suivantes :

- a) la quantité exprimée en litres ou en kilos, la nature et les caractéristiques du déchet ainsi que le numéro d'identification spécifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 juillet 1997 établissant un catalogue des déchets;
- b) la date d'enlèvement du déchet;
- c) le nom et l'adresse du collecteur ou du transporteur agréé;
- d) Les méthodes et le site d'élimination ou de valorisation des déchets ou l'identité du collecteur agréés à qui les déchets ont été cédés.

Art. 39. Une déclaration de détention de tout déchets dangereux et pneus usagés est adressée à l'Office wallon des déchets, tous les 6 mois, dans les dix premiers jours de février et d'août.

*CHAPITRE VII. — Contrôle, autocontrôle et surveillance**Section 1^{re}. — Implantation - construction*

Art. 40. L'exploitant tient à la disposition du fonctionnaire chargé de la surveillance les rapports de contrôle des installations électriques établis par un organisme agréé visé à l'article 11.

Section 2. — Prévention des accidents et incendies

Art. 41. L'exploitant tient à la disposition du fonctionnaire chargé de la surveillance la copie du rapport du Service régional d'Incendie territorialement compétent et se conforme aux prescriptions édictées dans ce rapport.

Section 3. — Eau

Art. 42. L'exploitant tient à la disposition du fonctionnaire chargé de la surveillance, au siège d'exploitation, tout document relatif au dimensionnement de l'installation d'épuration visée à l'article 26, § 2.

Section 4. — Air

Art. 43. L'exploitant tient à la disposition du fonctionnaire chargé de la surveillance le certificat attestant du contrôle annuel des installations de chauffage.

Section 5. — Déchets

Art. 44. L'exploitant tient à la disposition du fonctionnaire chargé de la surveillance le registre visé à l'article 37 ainsi qu'une copie de sa déclaration bisannuelle visé à l'article 38.

CHAPITRE VIII. — Disposition transitoire et finale

Art. 45. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Par dérogation à l'alinéa précédent, les articles 3 à 7 du présent arrêté s'applique aux établissements existants au plus tard le 1^{er} janvier 2007.

Par dérogation à l'alinéa premier, l'autorité compétente peut, dans le cadre de conditions complémentaires, soumettre l'établissement existant à des conditions moins sévères que le chapitre II pour autant que ces conditions permettent d'atteindre l'objectif visé à l'article 2 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement.

Par dérogation à l'alinéa premier, les conditions concernant les matières en suspension - MeS - et les détergents totaux ne s'appliquent pas aux établissements existants. De même, pour les établissements existants, la teneur en hydrocarbures apolaires extractibles au tétrachlorure de carbone - CCl₄ ou par un autre solvant perhalogéné compatible avec l'analyse par infrarouge - IR ne peut excéder 50 mg/l pour les rejets en eaux de surface.

Art. 46. Les établissements qui ont fait l'objet d'une dérogation sur base de l'article 3 de l'Arrêté du Régent du 27 septembre 1947 portant approbation des titres III, IV et V du Règlement général pour la protection du travail voient celle-ci maintenue.

Art. 47. Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 3 avril 2003.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement
M. FORET

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2003 — 2121

[C — 2003/27364]

3. APRIL 2003 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Festlegung der gesamten Bedingungen bezüglich der Wartungs- und Reparaturwerkstätten für Kraftfahrzeuge, wenn die Anzahl der Gruben oder der Hebebühnen drei nicht überschreitet

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, insbesondere der Artikel 4, 5, 7, 8 und 9;
Aufgrund der Beratung der Regierung über den Antrag auf ein durch den Staatsrat innerhalb einer Frist, die einen Monat nicht überschreitet, abzugebendes Gutachten;

Aufgrund des am 4. Februar 2003 in Anwendung des Artikels 84, Absatz 1, 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats Nr. 34.302/4;

Auf Vorschlag des Ministers der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — Anwendungsbereich und Definitionen

Artikel 1 - Die vorliegenden gesamten Bedingungen gelten für die Wartungs- und Reparaturwerkstätten für Kraftfahrzeuge, die unter der Rubrik 50.20.01.01 der Anlage I des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestufteten Anlagen und Tätigkeiten, erwähnt werden, wenn die Anzahl der Gruben oder der Hebebühnen drei nicht überschreitet.

Art. 2 - Für die Anwendung der vorliegenden Bestimmungen versteht man unter « bestehendem Betrieb » jeden vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses ordnungsgemäß genehmigten Betrieb, oder den Betrieb, dessen Bewirtschaftung durch eine aufgrund eines vor dem Inkrafttreten des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung eingereichten Antrags erteilte Umweltgenehmigung gedeckt ist, sowie jeglichen Betrieb, für den ein Antrag auf Genehmigung zwischen dem Inkrafttreten des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung und dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses eingereicht worden ist.

*KAPITEL II — Ansiedlung und Bau**Abschnitt 1 — Bau*

Art. 3 - Die Garagen, Werkstätten und deren Anbauten sind von den bewohnten Räumen und deren Zugängen durch Wände, Hourdisplatten, Trennwände aus Ziegelsteinen oder Beton, Decken und Fußböden getrennt, die eine Feuerwiderstandsdauer von mindestens einer Stunde besitzen und nur die zur Betreibung und zur Sicherheit nötigen Öffnungen aufweisen.

Die Brandschutztüren schließen automatisch und weisen eine Feuerwiderstandsdauer von mindestens einer halben Stunde auf.

Art. 4 - Die bewohnten Räume besitzen mindestens einen von der Werkstatt und deren Anbauten unabhängigen Zugang.

Es besteht kein unmittelbarer Zugang von der Werkstatt zu den von Dritten bewohnten oder benutzten Räumen.

Art. 5 - Die Einfahrten, die von den Garagen und den Werkstätten durch einen mindestens drei Meter langen dachlosen Hof getrennt sind, oder die durch eine Tür mit einer Feuerwiderstandsdauer von mindestens einer halben Stunde isoliert sind, werden nicht als Anbauten im Sinne des Artikels 4 betrachtet.

Art. 6 - Die Türen und Fluchtwege der zum Abstellen von Kraftfahrzeugen und deren Anhängern benutzten Räume, der Garagen und der Werkstätten öffnen nach außen und die Durchgänge sind frei von jeglichen Hindernissen.

Art. 7 - Die Böden der Werkstätten und der Arbeits- und/oder Reinigungsflächen bestehen aus Beton und werden für jegliches Eindringen von flüssigen Stoffen in den Boden völlig undurchlässig gemacht. Sie werden so angelegt, dass jegliche Flüssigkeit, die durch Unfall oder nicht verschüttet worden wäre, insbesondere das aus der Säuberung der Böden und Fahrzeuge stammende Abwasser, aufgefangen wird und über angepasste Vorrichtungen zu einem einzigen Abfluss geleitet wird.

Die Arbeitsflächen weisen eine chemische Widerstandsfähigkeit gegen alle in der Werkstatt vorhandenen Flüssigkeiten auf.

Abschnitt 2 — Belüftung

Art. 8 - § 1. Die Garagen und Werkstätten werden mittels einer Vorrichtung belüftet, damit die Innenluft nie giftig oder explosionsgefährlich werden kann.

§ 2. In dem im Kellergeschoss befindlichen Garagen und Werkstätten saugt ein mechanisches Belüftungssystem, das an einem sinnvoll gewählten Ort und an der tiefsten Stelle installiert ist, die in den Räumlichkeiten entkommenen Gase und den Rauch ab und leitet sie nach außen ab.

§ 3. Es ist verboten, einen Verbrennungsmotor einzustellen oder zu reparieren, wenn dies ein längeres Laufen dieses Motors erfordert, außer wenn eine Vorrichtung zum Ableiten der Abgase nach außen vorhanden ist.

Abschnitt 3 — Arbeitsgruben

Art. 9 - Es wird dafür gesorgt, dass man die Grube leicht verlassen kann, was auch immer die Länge der Fahrzeuge ist, die darüber stehen. Eine fest angebrachte permanente Vorrichtung, wie eine Leiter, eine Rampe, eine Treppe, wird zu diesem Zweck installiert.

Die in den Werkstätten zugelassenen Personen werden auf die Arbeitsgruben aufmerksam gemacht.

Wenn die Arbeitsgruben nicht verwendet werden, werden sie mit einem fugendichten Fußboden abgedeckt oder mit einem fest angebrachten Schutzgelenker umgeben.

Abschnitt 4 — Hebe- und Fördervorrichtungen

Art. 10 - § 1. Die Wagenheber, Wagenwinden oder gleichartigen Geräte tragen auf klare, sichtbare und unlösliche Weise die Angabe der zugelassenen Höchstlast.

§ 2. Sie sind standfest gebaut.

§ 3. Sie werden so konstruiert, dass die umgekehrte Bewegung nur durch einen gewollten Eingriff des Operators möglich ist.

§ 4. Der tragende Teil der Wagenheber, Wagenwinden und der anderen gleichartigen Geräte wird so konstruiert, dass die Haftung mit der Belastung erhöht wird oder dass ein Einfügen in eine angepasste Senkung vorgesehen ist.

§ 5. Die Wagenheber und -winden besitzen eine Vorrichtung, die ein Ausrücken der Schraube oder der Zahnstange vermeidet.

§ 6. Die Wagenheber, Wagenwinden und gleichartigen Geräte, die unmittelbar durch einen elektrischen Motor betrieben werden, sind mit einer Vorrichtung versehen, die die Stromversorgung in der höchsten und der niedrigsten Stellung automatisch abstellt.

§ 7. Die hydraulischen und pneumatischen Werkstattheber besitzen undurchlässige Verbindungsstücke, die das Entkommen von Flüssigkeit oder von Luft während des Hebens unmöglich machen.

§ 8. Die hydraulischen und pneumatischen Werkstattheber, deren Hubhöhe 20 cm überschreitet, sind mit einer Vorrichtung versehen oder sind so konstruiert, dass das Sinken des Schafts im Falle einer Beschädigung des Rohrsystems zur Zu- bzw. Abfuhr der Flüssigkeit oder der Luft vermieden wird.

Diese Vorrichtung sichert ein langsames und regelmäßiges Absinken der Last oder hält deren Bewegung völlig auf.

Abschnitt 5 — Elektrische Anlage

Art. 11 - Vor der Inbetriebnahme wird die elektrische Anlage durch eine zugelassene Einrichtung überprüft; dasselbe gilt bei jeglicher umfangreichen Abänderung.

*KAPITEL III — Betrieb**Abschnitt 1 — Allgemeines*

Art. 12 - Die verschmutzten Flüssigkeiten, die durch Unfall geschüttet werden, dürfen weder in eine öffentliche Kanalisation, einen Wasserlauf oder irgendeine Vorrichtung zum Auffangen des Oberflächenwassers abgeleitet noch auf den Boden außerhalb der Garage geschüttet werden, sondern müssen sofort neutralisiert, vernichtet und/oder entfernt werden. Der Betreiber verfügt über die Mittel und Materialien, die die rasche Durchführung dieser Sicherheitsmaßnahmen ermöglichen.

Art. 13 - § 1. Die gefährlichen und/oder entzündbaren Produkte sind in angepassten Behältern enthalten, die unter Berücksichtigung der Eigenschaften der Flüssigkeiten, die sie enthalten, entworfen und gebaut werden, und die eine genügende mechanische und chemische Widerstandsfähigkeit aufweisen.

§ 2. Die Handhabung dieser Produkte wird nur genügend fachkundigen und ordnungsgemäß über die mit diesen Produkten verbundenen Risiken informierten Personen anvertraut.

Art. 14 - Die entzündbaren Flüssigkeiten werden in einem separaten Raum oder einem zu diesem Zweck bestimmten Sicherheitsschrank aufbewahrt.

Art. 15. Das Lagern der gefährlichen Stoffe ist Gegenstand von Sonderbedingungen.

Art. 16 - Es ist verboten, einen oder mehrere Kanister, die Benzin beinhalten oder beinhaltet haben, in den Garagen und den Werkstätten außerhalb des oben erwähnten zur Aufbewahrung von entzündbaren Flüssigkeiten bestimmten Raumes zu lagern.

Es ist verboten, brennbare oder entzündbare Flüssigkeiten in den Garagen und Werkstätten zu lagern.

Art. 17 - Das Reparieren von Kraftfahrzeugtanks, die Kraftstoff enthalten haben, mittels eines Schweißbrenners, einer Lichtbogenschweißung oder jegliches anderen Geräts mit offener Flamme ist verboten.

Abschnitt 2 — Heizung

Art. 18 - Die zur etwaigen Heizung der Räumlichkeiten bestimmten Apparate werden so gestellt, dass das Brandrisiko minimiert wird.

Abschnitt 3 — Zugang von betriebsfremden Personen

Art. 19 - Die Räume oder Teile von Räumen, die den betriebsfremden Personen zugänglich sind, werden so gelüftet, dass die Innenluft kein Risiko für die dort befindlichen Personen darstellen kann.

Art. 20 - Der Betreiber muss den betriebsfremden Personen den Zugang zu Räumen verbieten, wo gefährliche Arbeiten verrichtet werden. Dieses Verbot muss deutlich und an genauen Stellen angegeben werden.

*KAPITEL IV — Unfall- und Brandverhütung**Abschnitt 1 — Allgemeines*

Art. 21 - Vor der Inbetriebnahme des Projekts und vor jeglicher Abänderung der Räumlichkeiten oder der Betriebsumstände, die die Brandgefahr oder die Gefahr der Ausbreitung des Brandes ändern könnten, zieht der Betreiber, über den Bürgermeister, den örtlich zuständigen Feuerwehrdienst zu Rate über die zu treffenden Maßnahmen und die einzusetzenden Ausrüstungen in Bezug auf die Vorbeugung und die Bekämpfung der Brände und Explosionen, unter Einhaltung des Schutzes der Allgemeinheit und der Umwelt.

Diese Maßnahmen und Ausrüstungen betreffen u.a. die folgenden Gebiete:

1° Bau, Unterteilung und Aufteilung der Räume und Gebäude, einschließlich der Heizungskeller, Heizungs-, Belüftungs- und Klimatisierungsanlagen;

2° Mittel zur Evakuierung der im Betrieb befindlichen Personen und einzurichtende Organisation zur Gewährleistung der Sicherheit der Personen bei Brand, einschließlich der Mittel und der Organisation der Evakuierung der Personen mit eingeschränkter Mobilität;

3° Zugang der Notdienste zu den verschiedenen Bereichen, Gebäuden und Räumen des Betriebs;

4° Einrichtung der Teile des Betriebs, die größere Brand- bzw. Explosionsrisiken aufweisen, insbesondere der Lager für brennbare Stoffe und Lösungsmittel;

5° Maßnahmen zur Gewährleistung der Kontrolle über das Löschwasser, wenn Produkte, die im Betrieb sind oder bei Brand entstehen könnten, derartig sind, dass deren Vorhandensein im Löschwasser eine größere Gefahr für die Umwelt darstellen kann;

6° Bestimmung, Wahl, Installierung und Instandsetzung der Mittel zur Vorbeugung, zur Erkennung, zur Warn- und Alarmauslösung und zur Bekämpfung der Brände und Explosionen;

7° Schulung des Personals bezüglich der Brandbekämpfung;

8° Bestimmung des richtigen Verhaltens bei Brand, insbesondere was die Besucher und die anwesenden betriebsfremden Personen betrifft.

Art. 22 - Der Betreiber trifft die durch die Umstände erforderten unabdingbaren Vorsichtsmaßnahmen, um:

1° Bränden und Explosionen vorzubeugen;

2° jeden Feuerausbruch, der ein Risiko für die Allgemeinheit oder die Umwelt darstellt, schnell und wirksam zu bekämpfen;

3° bei Brand:

a) Alarm auszulösen;

b) die Sicherheit der im Betrieb befindlichen betriebsfremden Personen zu gewährleisten und notfalls deren schnelle und ungefährdete Evakuierung zu organisieren, dies einschließlich der Personen mit eingeschränkter Mobilität;

c) den kommunalen oder regionalen Feuerwehrdienst und den mit der Überwachung beauftragten technischen Beamten sofort zu benachrichtigen.

Art. 23 - Das in Artikel 20 erwähnte Material ist gebrauchsbereit, sinnvoll verteilt, gute angezeigt und leicht zu erreichen. Es ist gegen den Frost geschützt.

Art. 24 - Das Verbot der offenen Flammen und das Rauchverbot werden an allen Stellen des Betriebs, wo eine Brandgefahr besteht, mittels der vorschriftsmäßigen Piktogramme angezeigt.

Art. 25 - Der Betreiber sorgt für eine ständige Qualität der Brandlöschprodukte, indem er sie vor deren Verfallsdatum erneuert.

KAPITEL V — Wasser

Abschnitt 1 — Allgemeines

Art. 26 - Die Bestimmungen des Königlichen Erlasses vom 3. August 1976 zur allgemeinen Regelung bezüglich der Ableitung des Abwassers in gewöhnliches Oberflächenwasser, öffentliche Kanalisationen und künstliche Ableitwege für Regenwasser gelten nicht für das vorliegende Kapitel.

Art. 27 - § 1. Bevor es in die öffentliche Kanalisation, in das Oberflächenwasser oder in irgend eine Vorrichtung zum Auffangen des Oberflächenwassers geleitet wird, wird jedes aufgefangene Abwasser in einem selbstschließenden Kohlenwasserstoffabscheider behandelt, der mit einem Coalescer-Filter, einer Bemusterungskammer, einem Höhenstandsanzeiger und einem Entschlammungsausrüstet ist.

Diese Vorrichtungen sind für die Inspektion, die Wartung, die Reparatur und die Probeentnahme zugänglich.

Ein Kohlenwasserstoffabscheider mit automatischer Ableitung ist erlaubt. In diesem Fall ist das Becken, wo die aus dem Abscheider stammenden Kohlenwasserstoffe aufgefangen werden, ein doppelwandiges Becken mit ständig in Betrieb befindlichem Leckanzeiger.

§ 2. Die Kläranlage ist groß genug, um den in den Artikeln 27, 28 und 29 erwähnten Ableitungsbedingungen zu genügen.

Abschnitt 2 — Ableitung des häuslichen Abwassers in das Oberflächenwasser und in die künstlichen Ableitwege für Regenwasser

Art. 28 - Die Bedingungen zur Ableitung des häuslichen Abwassers sind die Folgenden für Ableitungen über 20 "EGW" (Einwohnergleichwert) vor der Klärung:

Gehalt an Schadstoff Physikalische Größe (1)	Regel	Anmerkungen
PH-Wert	< 9 und > 6,5	Der natürliche pH-Wert des entnommenen Wassers kann als Grenzwert des pH-Wertes des abgeleiteten Wasser angenommen werden, wenn er < 6,5 oder > 9 ist
BSB5 bei 20°C (2)	< 50 mg/l < 30 mg/l (1)	
SS (Schwebstoffe) (2)	< 60 mg/l	
AS (2)	< 1 ml/l	Bei einer zweistündigen statischen Ablagerung
Nicht polare, mit CCl ₄ extrahierbare Kohlenwasserstoffe (2)	< 5mg/l < 3mg/l (1)	CCl ₄ kann durch ein anderes perhalogeniertes Lösungsmittel, das mit dem Analyseverfahren IR (Infrarot) vereinbar ist, ersetzt werden
Temperatur	30 °C	
NB: 1 EGW = 60 g BSB5/Tag		
(1) Für tägliche abgeleitete Volumen über 18 m ³ /Tag		
(2) Wenn das abgeleitete Abwasser von der Verwendung von gewöhnlichem Abwasser und/oder von Grundwasser stammt, müssen die Gehalte den Gehalten des entnommenen Wassers hinzugefügt werden		

Außerdem:

1° das abzuleitende Wasser, das pathogene Organismen in solchen Mengen enthält, dass sie das aufnehmende Wasser auf gefährliche Weise kontaminieren können, muss desinfiziert werden;

2° das abgeleitete Wasser darf die in der Richtlinie 76/464/EWG des Rates vom 4. Mai 1976 betreffend die Verschmutzung infolge der Ableitung bestimmter gefährlicher Stoffe in die Gewässer der Gemeinschaft erwähnten Substanzen sowie jegliche andere Substanz in einer Konzentration, die unmittelbar oder mittelbar für die menschliche Gesundheit, die Flora oder die Fauna schädlich sein kann, nicht enthalten;

3° eine repräsentative Stichprobe des abgeleiteten Abwassers darf keine Öle, Fette oder anderen schwimmenden Stoffe in derartigen Mengen enthalten, dass eine schwimmende Schicht eindeutig festgestellt werden kann. Im Zweifelsfall kann dies festgestellt werden, indem die Stichprobe in einen Scheidetrichter gegossen wird und indem danach geprüft wird, ob die beiden Phasen festgestellt werden können.

Abschnitt 3 — Ableitung des industriellen Abwassers in gewöhnliches Oberflächenwasser und künstliche Ableitwege für Regenwasser

Art. 29 - Die Bedingungen zur Ableitung des industriellen Abwassers sind die Folgenden:

Gehalt an Schadstoff Physikalische Größe (1)	Regel	Anmerkungen
PH-Wert	> 6,5 < 9	
BSB5 bei 20°C (2)	< 50 mg/l < 30 mg/l (1) und darunter	
SS (Schwebstoffe) (2)	< 60 mg/l	
AS (2) (ablagerungsfähige Stoffe)	< 1 ml/l	Bei einer zweistündigen statischen Ablagerung
Nichtpolare, mit CCl ₄ extrahierbare Kohlenwasserstoffe (2)	< 5mg/l	CCl ₄ kann durch ein anderes perhalogeniertes Lösungsmittel, das mit dem Analyseverfahren IR (Infrarot) vereinbar ist, ersetzt werden
Gesamte Detergenzien	< 3 mg/l	
Temperatur	30 °C	
(1) Für tägliche abgeleitete Volumen über 18 m ³ /Tag		
(2) Wenn das abgeleitete Abwasser von der Verwendung von gewöhnlichem Abwasser und/oder von Grundwasser stammt, müssen die Gehalte den Gehalten des entnommenen Wassers hinzugefügt werden		

Außerdem:

1° das abzuleitende Wasser, das pathogene Organismen in solchen Mengen enthält, dass sie das aufnehmende Wasser auf gefährliche Weise kontaminieren können, muss desinfiziert werden;

2° das abgeleitete Wasser darf die in der Richtlinie 76/464/EWG des Rates vom 4. Mai 1976 betreffend die Verschmutzung infolge der Ableitung bestimmter gefährlicher Stoffe in die Gewässer der Gemeinschaft erwähnten Substanzen sowie jegliche andere Substanz in einer Konzentration, die unmittelbar oder mittelbar für die menschliche Gesundheit, die Flora oder die Fauna schädlich sein kann, nicht enthalten;

3° eine repräsentative Stichprobe des abgeleiteten Abwassers darf keine Öle, Fette oder anderen schwimmenden Stoffe in derartigen Mengen enthalten, dass eine schwimmende Schicht eindeutig festgestellt werden kann. Im Zweifelsfall kann dies festgestellt werden, indem die Stichprobe in einen Scheidetrichter gegossen wird und indem danach geprüft wird, ob die beiden Phasen festgestellt werden können.

Abschnitt 4 — Ableitung des industriellen Abwassers in die öffentliche Kanalisation und in die Abwasservorfluter

Art. 30 - Die Bedingungen zur Ableitung des industriellen Abwassers sind die Folgenden:

Gehalt an Schadstoff Physikalische Größe	Regel	Anmerkungen
PH	> 6 < 9,5	
SS (Schwebstoffe)	< 1 000 mg/l	
AS (ablagerungsfähige Stoffe)	< 200 ml/l	Nach zweistündiger statischer Ablagerung
Abmessungen SS	< 1 cm	Diese Schwebstoffe dürfen wegen ihrer Struktur den Betrieb der Pump- und Kläranlagen nicht beeinträchtigen
Mit Petroläther extrahierbare Stoffe	< 500 mg/l	

Außerdem:

1° darf das abgeleitete Abwasser keine entzündbaren oder explosionsgefährlichen Gase oder Produkte, die die Entwicklung von solchen Gasen verursachen können, enthalten;

2° darf das abgeleitete Abwasser keine Substanzen enthalten, die:

- a) eine Gefahr für das die Kanalisationen und die Kläranlagen wartende Personal,
- b) eine Beschädigung oder eine Verstopfung der Kanalisationen,
- c) eine Beeinträchtigung des guten Betriebs der Rückförderungs- und Kläranlagen,
- d) eine schwerwiegende Verschmutzung des aufnehmenden Oberflächenwassers, in welches das Abwasser nach der Klärung oder nach einer angemessenen Behandlung abgeleitet wird, verursachen können.

Art. 31 - Die Bedingungen zur Ableitung des häuslichen Abwassers sind die Folgenden:

1° das abgeleitete Abwasser darf weder Textilfasern noch Kunststoffverpackungen noch feste organische oder nicht organische Hausabfälle enthalten;

2° das abgeleitete Abwasser darf:

a) keine Mineralöle, entzündbaren Produkte und flüchtigen Lösungsmittel,

b) keine anderen mit Petroläther extrahierbaren Stoffe mit einem Gehalt über 0,5 g/l,

keine anderen Stoffe, die das Kanalisationswasser giftig oder gefährlich machen können, enthalten.

Art. 32 - Das Ableiten von Abwasser in das Grundwasser ist strengstens verboten.

Abschnitt 5 — Referenzvolumen

Art. 33 - Die Ableitungsbedingungen bezüglich der Ableitung von häuslichem Abwasser werden gemäß dem spezifischen Referenzvolumen von 0,18 m³; pro ÉGW (Einwohnergleichwert) festgesetzt.

KAPITEL VI — Abfälle

Abschnitt 1 — Definitionen

Art. 34 - Für die Anwendung des vorliegenden Kapitels versteht man unter gefährlichen Abfällen die im Erlass der Wallonischen Regierung vom 10. Juli 1997 zur Festlegung eines Abfallskatalogs erwähnten Abfälle, insbesondere die verbrauchten Akkus und die Batterien, die verbrauchten Motorenöle, die verbrauchten hydraulischen Flüssigkeiten, die verbrauchten Kühlflüssigkeiten, die verbrauchten asbesthaltigen Scheibenbremsbeläge, die u.a. durch Kohlenwasserstoffe oder Säuren verseuchten Stoffe und die Entleerungsschlämme der Entschlammungsvorrichtungen und Kohlenwasserstoffabscheider.

Abschnitt 2 — Verwaltung der Abfälle

Art. 35 - Die Vernichtung von Abfällen, Rückständen und beliebigen Stoffen so wie Verpackungen, Lumpen, Kunststoffen durch Verbrennung ist verboten.

Abschnitt 3 — Lagerung der Abfälle

Art. 36 - § 1. Die gefährlichen Abfälle und die Altöle dürfen weder miteinander noch mit Wasser oder mit jedem anderen Abfall vermischt werden.

§ 2. Die gefährlichen Abfälle und die Altöle werden separat in Behältern gelagert, die der Korrosion oder jeglichem anderen Angriff von den Produkten, die sie enthalten, widerstehen.

Auf den Behältern steht die Angabe der enthaltenen Abfälle.

Art. 37 - Die flüssigen gefährlichen Abfälle und die Altöle werden in doppelwandigen Behältern oder in einwandigen Behältern oder Behältnissen gelagert, die aber in einem dichten Auffangbecken gestellt sind, das den folgenden Kennzeichen entspricht:

1° die Wände des Auffangbeckens weisen eine mechanische Widerstandsfähigkeit und eine ausreichende chemische Inertanz diesen Flüssigkeiten gegenüber auf;

2° das Auffangbecken darf keine Öffnungen und ganz besonders keine Verbindung zur öffentlichen Kanalisation aufweisen;

3° das Fassungsvermögen des Auffangbeckens ist mindestens so groß als der größere der folgenden Werte:

a) die Hälfte des gesamten Fassungsvermögens der Behälter, die es enthält;

b) das Fassungsvermögen des größten Behälters plus 25% des Gesamtvolumens des anderen Behälter.

Abschnitt 4 — Register

Art. 38 - § 1. Der Betreiber führt ein Register, das aus einem speziellen Ordner besteht, in dem die Photokopien der von dem zugelassenen Sammler ausgestellten Rechnungen oder Übernahmescheine enthalten sind, oder mangels dessen aus einem nummerierten Heft, dessen Seiten nicht abgerissen werden dürfen und dessen etwaige Durchstreichungen lesbar bleiben müssen. Ein EDV-Register kann vorbehaltlich der Genehmigung des «Office wallon des déchets» angenommen werden.

§ 2. In diesem Heft sind die folgenden Angaben enthalten:

1° auf der ersten Seite:

a) der Name und die Anschrift des Betriebssitzes;

b) der Name und die Anschrift der verantwortlichen Person;

2° auf den folgenden Seiten:

a) die in Litern oder Kilos angegebene Menge, die Art und die Kennzeichen des Abfalls sowie die im Erlass der Wallonischen Regierung vom 10. Juli 1997 zur Festlegung eines Abfallskatalogs bestimmte Erkennungsnummer;

b) Das Datum des Entfernens des Abfalls;

c) Der Name und die Anschrift des zugelassenen Sammlers oder Transportunternehmers;

d) Die Verfahren und der Standort der Beseitigung oder der Verwertung des Abfalls oder die Identität des zugelassenen Sammlers, an den die Abfälle abgetreten worden sind.

Art. 39. Alle sechs Monate, in den ersten 10 Tagen vom Februar und vom August, wird eine Erklärung bezüglich des Besitzes von allen gefährlichen Abfällen und von Altreifen dem «office wallon des déchets» übermittelt.

KAPITEL VII — Kontrolle, Selbstkontrolle und Überwachung

Abschnitt 1 — Einrichtung — Bau

Art. 40 - Der Betreiber hält dem mit der Überwachung beauftragten Beamten die Berichte bezüglich der Kontrolle der elektrischen Anlagen, die durch eine in Artikel 11 erwähnte zugelassene Einrichtung aufgestellt worden sind, zur Verfügung.

Abschnitt 2 — Unfall- und Brandverhütung

Art. 41 - Der Betreiber hält die Abschrift des Berichts des örtlich zuständigen Feuerwehrdiensts zur Verfügung des mit der Überwachung beauftragten Beamten und beachtet die in diesem Bericht bestimmten Vorschriften.

Abschnitt 3 — Wasser

Art. 42 - Der Betreiber hält dem mit der Überwachung beauftragten Beamten jegliches Dokument bezüglich der Dimensionierung der in Artikel 25, § 2 Kläranlage am Betriebssitz zur Verfügung.

Abschnitt 4 — Luft

Art. 43 - Der Betreiber hält dem mit der Überwachung beauftragten Beamten die Bescheinigung, in der die jährliche Überprüfung der Heizungsanlagen nachgewiesen wird, zur Verfügung.

Abschnitt 5 — Abfälle

Art. 44 - Der Betreiber hält dem mit der Überwachung beauftragten Beamten das in Artikel 37 erwähnte Register sowie eine Abschrift seiner in Artikel 38 erwähnten sechsmonatlichen Erklärung zur Verfügung.

KAPITEL VIII — Übergangs- und Schlussbestimmung

Art. 45 - Der vorliegende Erlass tritt am Tage seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

In Abweichung von dem vorigen Absatz gelten die Artikel 3 bis 7 des vorliegenden Erlasses spätestens am 1. Januar 2007 für die bestehenden Betriebe.

In Abweichung vom ersten Absatz kann die zuständige Behörde im Rahmen von zusätzlichen Bedingungen den bestehenden Betrieb weniger strengen Bedingungen unterwerfen, als im Kapitel II erwähnt, insofern diese Bedingungen das Erreichen des in Artikel 2 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung erwähnten Ziels ermöglichen.

In Abweichung vom ersten Absatz gelten die Bedingungen bezüglich der Schwebstoffe — SS- und der gesamten Detergenzien nicht für die bestehenden Betriebe. Was ebenfalls die bestehenden Betriebe betrifft, darf der Gehalt an nicht polaren Kohlenwasserstoffen, die mit Tetrachlorkohlenstoff — CCl₄ — oder mit einem anderen mit der Infrarot-Analyse — IR — vereinbaren perhalogenierten Lösungsmittel extrahierbar sind, 50 mg/l für die Ableitungen in das Oberflächenwasser nicht überschreiten.

Art. 46 - Für die Betriebe, die Gegenstand einer Abweichung auf der Grundlage des Artikels 3 des Erlasses des Regenten vom 27 September 1947 zur Genehmigung der Titel III, IV und V der Allgemeinen Arbeitsschutzordnung gewesen sind, bleibt diese Abweichung erhalten.

Art. 47 - Der Minister der Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 3. April 2003

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,
M. FORET

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2003 — 2121

[C — 2003/27364]

3 APRIL 2003. — Besluit van de Waalse Regering tot bepaling van de integrale voorwaarden betreffende de onderhouds- en reparatiewerkplaatsen voor motorvoertuigen die over 3 of minder dan 3 werkkuilen of hefbruggen beschikken

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, inzonderheid op de artikelen 4, 5, 7, 8 en 9;

Gelet op de beraadslaging van de Regering over het verzoek om adviesverlening door de Raad van State binnen hoogstens één maand;

Gelet op het advies van de Raad van State nr. 34.303/4, gegeven op 4 februari 2003 overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 1^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Toepassingsgebied*

Artikel 1. Deze voorwaarden zijn van toepassing op elke onderhouds- en reparatiewerkplaats voor motorvoertuigen die over 3 of minder dan 3 werkkuilen of hefbruggen beschikken zoals bedoeld in rubriek 50.20.01.01 van bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten.

Art. 2. Voor de toepassing van deze voorschriften wordt onder bestaande inrichting verstaan elke inrichting die vóór de inwerkingtreding van dit besluit behoorlijk vergund is of voor de exploitatie waarvan een vergunning is afgeleverd na indiening van een aanvraag vóór de inwerkingtreding van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning en na indiening van de vergunningsaanvragen tussen de inwerkingtreding van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning en de inwerkingtreding van dit besluit.

HOOFDSTUK II. — *Vestiging en bouw**Afdeling 1. — Bouw*

Art. 3. De garages, werkplaatsen en aanhorigheden zijn van alle bewoonde lokalen en de toegangen ertoe gescheiden door muren, vloerplaten, wanden, in baksteen of beton, door plafonds en vloeren die minstens één uur brandbestendig zijn. Ze zijn voorzien van de nodige openingen voor de exploitatie en de veiligheid.

De brandwerende deuren gaan automatisch dicht en zijn minstens een half uur brandbestendig.

Art. 4. De bewoonde lokalen hebben minstens één toegang die niet tot de werkplaats of de aanhorigheden leidt. De werkplaats is niet rechtstreeks verbonden met de bewoonde lokalen of de door derden bezette lokalen.

Art. 5. De ingangportalen, die door een openluchtkoer van minstens 3 m diep van de garages en werkplaatsen gescheiden zijn of geïsoleerd zijn met een deur die minstens een halfuur brandbestendig is, worden niet beschouwd als aanhorigheid in de zin van artikel 4.

Art. 6. De deuren en nooduitgangen van de lokalen waar de motorvoertuigen en aanhangwagens ondergebracht worden en die van de garages en de werkplaatsen gaan open naar buiten.

De gangen zijn vrij van elk obstakel.

Art. 7. De vloeren van de werk- en/of reinigingsplaatsen zijn in beton en laten geen vloeistoffen de bodem insijpelen. Ze worden aangelegd zodat alle vloeistoffen die er al dan niet per ongeluk verspreid worden, met name het water waarmee vloeren en voertuigen gereinigd worden, opgevangen worden vooraleer naar één enkele afvoerriool te worden afgevoerd d.m.v. een gepaste apparatuur, bv. een koolwaterstoffenafscheider.

De werkplaatsen zijn chemisch bestand tegen alle aanwezige vloeistoffen.

Afdeling 2. — Verluchting

Art. 8. § 1. De garages en werkplaatsen worden verlucht d.m.v. een voorziening die dermate efficiënt is dat er geen gevaar voor giftige of explosieve lucht kan ontstaan.

§ 2. In de ondergrondse garages en werkplaatsen wordt op een oordeelkundig gekozen plaats en hoe dan ook op het laagste niveau een mechanisch verluchtingsstelsel aangebracht om gassen en rook op te zuigen en naar buiten te drijven.

§ 3. Het is verboden een ontploffingsmotor of een motor met inwendige verbranding werkingsklaar te maken of te herstellen indien de handeling het langdurig draaien van de motor vergt, tenzij voorzien wordt in een apparatuur die de gassen rechtstreeks naar buiten drijft.

Afdeling 3. — Inspectiekuilen

Art. 9. De werkkuil kan moeiteloos verlaten worden, ongeacht de lengte van de voertuigen. Daartoe wordt gebruik gemaakt van een vaste voorziening, zoals een ladder, een leunarm of een trap.

De inspectiekuilen worden aangegeven ter attentie van het publiek dat toegang heeft tot de werkplaats.

Als de inspectiekuilen niet gebruikt worden, worden ze afgedekt met aaneensluitende planken of omheind met een stevige leuning.

Afdeling 4. — Hijs- en manutentietoestellen

Art. 10. § 1. De toegelaten maximale last wordt duidelijk, zichtbaar en blijvend vermeld op de dommekrachten, vijzels en gelijkaardige toestellen.

§ 2. Bovenbedoelde toestellen zijn stevig gebouwd.

§ 3. Ze zijn zodanig ontworpen dat bewegingsomkering alleen mogelijk is ingevolge het gewilde optreden van de bediener.

§ 4. Het dragende deel van de dommekrachten, vijzels en gelijkaardige toestellen is zodanig ontworpen dat adhesie met de last vergroot wordt of de plaatsing in een aangepaste holte voorzien is.

§ 5. De dommekrachten en de vijzels hebben een inrichting die belet dat de schroef of de tandbeugel vrijkomt.

§ 6. De dommekrachten, vijzels en gelijkaardige toestellen die rechtstreeks in werking worden gebracht door een elektrische motor, zijn uitgerust met een voorziening die automatisch de voedingsstroom onderbreekt in de hoogste stand en in de laagste stand.

§ 7. De hydraulische en pneumatische vijzels hebben dichte verbindingen die beletten dat de vloeistof of de lucht uit de cilinders ontsnapt bij het heffen van de last.

§ 8. De hydraulische en pneumatische vijzels, waarvan de hefhoogte 20 cm overschrijdt, zijn uitgerust met een voorziening of ontworpen zodat de stang niet kan neerdalen in geval van beschadiging van de toevoer- of afvoerleidingen; die voorziening waarborgt dat de last langzaam en regelmatig zakt of legt ze volledig stil als ze in beweging komt.

Afdeling 5. — Elektrische installatie

Art. 11. Een erkende instelling controleert de elektrische installatie vóór de inbedrijfstelling en bij elke noemenswaardige wijziging.

HOOFDSTUK III. — *Exploitatie**Afdeling 1. — Algemeen*

Art. 12. De besmette vloeistoffen die per ongeluk verspreid worden, mogen in geen geval geloosd worden in een openbare riolering, een waterloop of een voorziening voor de opvang van oppervlaktewater, noch op de grond buiten de garage gegooid worden. Ze worden onmiddellijk geneutraliseerd, vernietigd en/of afgevoerd. De exploitant beschikt over de nodige middelen en materialen om die veiligheidsmaatregelen snel uit te voeren.

Art. 13. § 1. De gevaarlijke en/of ontvlambare stoffen worden opgeslagen in geschikte recipiënten die ontworpen en gebouwd worden met inachtneming van de kenmerken van de vloeistoffen waarvoor ze bestemd zijn, en voldoende mechanische en chemische weerstand bieden.

§ 2. De handelingen i.v.m. de hantering van die producten worden uitgevoerd door bevoegde personen die vertrouwd zijn met de risico's die eraan verbonden zijn.

Art. 14. De ontvlambare vloeistoffen worden opgeslagen in een speciaal lokaal of in een daartoe bestemde veiligheidskast.

Art. 15. De opslag van gevaarlijke producten is ondermogen aan bijzonder voorwaarden.

Art. 16. De vaten die benzine bevatten of bevat hebben, mogen niet in de garages of werkplaatsen opgeslagen worden buiten het lokaal voor de opslag van ontvlambare vloeistoffen, zoals hierboven omschreven.

De brandbare of ontvlambare stoffen mogen niet in de garages of werkplaatsen opgeslagen worden.

Art. 17. De reservoirs van autovoertuigen die brandstof bevat hebben, mogen niet hersteld worden met een brander, een elektrische boog of eender welk toestel met open vlam.

Afdeling 2. — Verwarming

Art. 18. Bij de plaatsing van eventuele verwarmingstoestellen in de lokalen wordt het brandgevaar zoveel mogelijk beperkt.

Afdeling 3. — Toegang van het publiek tot de lokalen

Art. 19. De lokalen of gedeelten ervan die toegankelijk zijn voor het publiek, worden zodanig verlucht dat de lucht er gezond is voor de aanwezige personen.

Art. 20. De exploitant ontzegt het publiek de toegang tot de lokalen waar gevaarlijke werken worden uitgevoerd. Het verbod wordt duidelijk aangegeven op geschikte plaatsen.

HOOFDSTUK IV. — *Preventie van ongevallen en brand*

Afdeling 1. — Algemeen

Art. 21. Vóór de uitvoering van het project en vóór elke wijziging van de plaatsen of exploitatieomstandigheden die gevaar voor brand of brandverspreiding inhoudt, pleegt de exploitant via de burgemeester overleg met de territoriaal bevoegde brandweerdienst over de te treffen maatregelen en de uitrustingen waarin voorzien moet worden voor de preventie en de bestrijding van brand en ontploffingen met het oog op de bescherming van het publiek en het leefmilieu.

Die maatregelen en uitrustingen betreffen met name :

1° de bouw, indeling en inrichting van lokalen en gebouwen, met inbegrip van ketelhuizen, installaties voor de verwarming, verluchting en airconditioning;

2° de middelen voor de evacuatie van de personen die zich binnen de inrichting bevinden en de organisatie om hun veiligheid te waarborgen in geval van brand, ook die van de personen met beperkte beweeglijkheid;

3° de toegang van de hulpdiensten tot de verschillende sectoren, gebouwen en lokalen van de inrichting;

4° de vestiging van de gedeelten van de inrichting waar aanzienlijk brand- of ontploffingsgevaar bestaat, met name de opslagen van brandstoffen en oplosmiddelen;

5° de maatregelen om het bluswater onder controle te houden als de aanwezigheid in dat water van producten die in de instelling opgeslagen zijn of in geval van brand gegeneerd kunnen worden, een ernstige bedreiging kan vormen voor het leefmilieu;

6° de bepaling, de keuze, de vestiging en het vlotte onderhoud van de middelen inzake preventie, detectie, bestrijding van brand en explosie alsook van de alarmapparatuur;

7° de opleiding van het personeel inzake de brandbestrijding;

8° de bepaling van de te volgen richtlijnen in geval van brand, met name wat betreft de bezoekers en het aanwezige publiek.

Art. 22. De exploitant neemt al naar gelang de omstandigheden de vereiste maatregelen om :

1° brand en ontploffingen te voorkomen;

2° elke brandhaard die gevaar voor het publiek of het leefmilieu inhoudt, snel en efficiënt te bestrijden;

3° in geval van brand :

a) alarm te slaan;

b) de veiligheid van het publiek te waarborgen en het desnoods snel en veilig te evacueren, ook de personen met beperkte beweeglijkheid;

c) de gemeentelijke of gewestelijke brandweerdienst en de toezichhoudende ambtenaar onmiddellijk te verwittigen.

Art. 23. Het materieel bedoeld in artikel 21 is gebruiksklaar, nauwkeurig geschikt, goed aangegeven en vlot bereikbaar. Het is tegen vorst beschermd.

Art. 24. Het open vuurverbod en het rookverbod worden d.m.v. reglementaire pictogrammen aangegeven overal waar gevaar voor brand bestaat in de inrichting.

Art. 25. De exploitant zorgt voor de duurzame kwaliteit van de blusproducten door ze vóór de uiterste gebruiksdatum te vernieuwen.

HOOFDSTUK V. — *Water*

Afdeling 1. — Algemeen

Art. 26. De bepalingen van het koninklijk besluit van 3 augustus 1976 houdende algemeen reglement voor het lozen van afvalwater in de gewone oppervlaktewateren, in de openbare riolen en in de kunstmatige afvoerwegen voor regenwater, zijn niet van toepassing op dit hoofdstuk.

Art. 27. § 1. Al het opgevangen afvalwater wordt verwerkt in een koolwaterstoffenafscheider met automatische sluiting, coalescentiefilter, niveaumeter en slibafscheider alvorens in een openbare riolering, een oppervlaktewater of een systeem voor de opvang van oppervlaktewater te worden geloosd.

Die voorzieningen zijn vlot toegankelijk voor inspectie, onderhoud, herstel en monsterneming.

Er mag gebruik worden gemaakt van een koolwaterstoffenafscheider met automatische evacuatie. In dat geval is de kuip voor de opvang van koolwaterstoffen uit de afscheider voorzien van een dubbele wand met een permanente lekdetector.

§ 2. De afmetingen van de zuiveringsinstallatie voldoen aan de lozingsvoorwaarden voor afvalwater bedoeld in de artikelen 27, 28, en 29.

Afdeling 2. — Lozing van huishoudelijk afvalwater in oppervlaktewater en in kunstmatige afvoerwegen voor regenwater

Art. 28. Lozingen van huishoudelijk afvalwater boven 20 IE (inwoner-equivalent) vóór zuivering voldoen aan de volgende voorwaarden :

Gehalte aan verontreinigende stoffen Fysieke grootte (1)	Regel	Opmerkingen
PH	< 9 en > 6,5	De natuurlijke PH-waarde kan als grenswaarde van de PH van het geloosde water aangenomen worden als ze < 6,5 of > 9 is.
DBO5 bij 20 °C (2)	< 50 mg/l < 30 mg/l (1)	
MeS (zwevende stoffen) (2)	< 60 mg/l	
MS (2)	< 1 ml/l	Statische bezinking gedurende twee uur.
Met CCl ₄ extraheerbare niet-polaire koolwaterstoffen (2)	< 5 mg/l < 3 mg/l (1)	De CCl ₄ kan worden vervangen door een ander perhalogeen oplosmiddel dat verenigbaar is met de infra-rode methode
Temperatuur	30 °C	
NB : 1 IE = 60 g DBO5/dag		
(1) Voor gestorte dagelijkse volumes boven 18 m ³ /d		
(2) Als het geloosde water voortkomt uit het gebruik van gewoon oppervlaktewater en/of grondwater, worden de gehalten toegevoegd aan die van het opgevangen water.		

Bovendien :

1° wordt het te lozen water ontsmet als het zulke hoeveelheden pathogene organismen bevat dat er besmettingsgevaar voor het ontvangende water ontstaat;

2° is het, behoudens uitdrukkelijke toestemming, vrij van de stoffen bedoeld in richtlijn 76/464/EEG van de Raad van 4 mei 1976 betreffende de verontreiniging veroorzaakt door bepaalde gevaarlijke stoffen die in het aquatisch milieu van de Gemeenschap worden geloosd, alsook van elke andere stof met een concentratie die rechtstreeks schadelijk kan zijn voor de mens, de flora of de fauna. De exploitanten laten hun aanvraag om milieuvergunning in voorkomend geval vergezeld gaan van volledige gegevens daaromtrent;

3° zijn representatieve monsters van het geloosde water vrij van oliën, vetten of andere drijvende stoffen waarvan duidelijk kan worden vastgesteld dat ze een drijfslag vormen. In geval van twijfel wordt het monster in een buikflesje gegoten en wordt vervolgens nagegaan of beide fasen al dan niet in aanmerking kunnen worden genomen.

Afdeling 3. — Lozing van industrieel afvalwater in gewoon oppervlaktewater en in kunstmatige afvoerwegen voor regenwater

Art. 29. Lozingen van industrieel afvalwater voldoen aan de volgende voorwaarden :

Gehalte aan verontreinigende stoffen Fysieke grootte (1)	Regel	Opmerkingen
PH	> 6,5 < 9	.
DBO5 bij 20 °C (2)	< 50 mg/l < 30 mg/l (1) en lager	
MeS (zwevende stoffen) (2)	< 60 mg/l	
MS (bezinkbare stoffen) (2)	< 1 ml/l	Statische bezinking gedurende twee uur.
Met CCl ₄ extraheerbare niet-polaire koolwaterstoffen (2)	< 5 mg/l	De CCl ₄ kan worden vervangen door een ander perhalogeen oplosmiddel dat verenigbaar is met de infra-rode methode
Totaal wasmiddelen	3 mg/l	
Temperatuur	30 °C	
(1) Voor dagelijks gestorte volumes boven 18 m ³ /d		
(2) Als het geloosde water voortkomt uit het gebruik van gewoon oppervlaktewater en/of grondwater, worden de gehalten toegevoegd aan die van het opgevangen water.		

Bovendien :

1° wordt het te lozen water ontsmet als het zulke hoeveelheden pathogene organismen bevat dat er besmettingsgevaar voor het ontvangende water ontstaat;

2° is het, behoudens uitdrukkelijke toestemming, vrij van de stoffen bedoeld in richtlijn 76/464/EEG van de Raad van 4 mei 1976 betreffende de verontreiniging veroorzaakt door bepaalde gevaarlijke stoffen die in het aquatisch milieu van de Gemeenschap worden geloosd, alsook van elke andere stof met een concentratie die rechtstreeks of onrechtstreeks schadelijk kan zijn voor de mens, de flora of de fauna. De exploitanten laten hun aanvraag om milieuvergunning in voorkomend geval vergezeld gaan van volledige gegevens daaromtrent;

3° zijn representatieve monsters van het geloosde water vrij van oliën, vetten of andere drijvende stoffen waarvan duidelijk kan worden vastgesteld dat ze een drijfvlag vormen. In geval van twijfel wordt het monster in een buikflesje gegoten en wordt vervolgens nagegaan of beide fasen al dan niet in aanmerking kunnen worden genomen.

Afdeling 4. — Lozing van industrieel afvalwater in de openbare riolering en in collectoren van afvalwater

Art. 30. Lozingen van industrieel afvalwater voldoen aan de volgende voorwaarden :

Gehalte aan verontreinigende stoffen Fysieke grootte	Regel	Opmerkingen
PH	> 6 < 9,5	
MeS (zwevende stoffen)	< 1 000 mg/l	
MS (bezinkbare stoffen)	< 200 ml/l	Na statische bezinking van twee uur
Afmeting MeS	< 1 cm	De "MeS" mogen de werking van de rioolgemalen en zuiveringsstations niet storen vanwege hun structuur.
Met petroleumether extraheerbare stoffen	< 500 mg/l	

Bovendien :

1° bevat het geloosde water geen ontvlambaar of ontplofbaar gas, noch producten die het vrijmaken van dergelijke gassen kunnen veroorzaken;

2° bevat het geloosde water geen stoffen die :

- a) gevaar inhouden voor het personeel dat instaat voor het onderhoud van de rioleringen en zuiveringsinstallaties;
- b) de leidingen kunnen beschadigen of verstopen;
- c) de vlotte werking van de opstuwings- en zuiveringsinstallaties kunnen belemmeren;
- d) het ontvangende oppervlaktewater waarin het afvalwater na zuivering of gepaste behandeling wordt geloosd, ernstig kunnen vervuilen.

Art. 31. Lozingen van huishoudelijk afvalwater voldoen aan de volgende voorwaarden :

1° het geloosde water is vrij van textielvezels, kunststofverpakkingen, vaste huishoudelijke afval, al dan niet organisch;

2° het is vrij van :

- a) minerale oliën, ontvlambare stoffen en vluchtige oplosmiddelen;
 - b) andere met petroleumether extraheerbare stoffen waarvan het gehalte 0,5 g/l overschrijdt;
- andere stoffen waardoor het rioleringswater giftig of gevaarlijk kan worden.

Art. 32. Het is streng verboden afvalwater in het grondwater te lozen.

Afdeling 5. — Referentievolumes

Art. 33. De voorwaarden voor lozingen van huishoudelijk afvalwater worden vastgelegd op grond van het specifieke referentievolume van 0,18 m³ per IE (inwoner-equivalent).

HOOFDSTUK VI. — Afvalstoffen

Afdeling 1. — Begripsbepaling

Art. 34. Voor de toepassing van dit besluit wordt onder gevaarlijke afvalstof verstaan de gevaarlijke afvalstoffen zoals bedoeld in het besluit van de Waalse Regering van 10 juli 1997 tot vaststelling van een afvalcatalogus, met name afgewerkte batterijen en accu's, afgewerkte motoroliën, afgewerkte hydraulische vloeistoffen, afgewerkte koelvloeistoffen, afgewerkte remvoering die asbest bevat, stoffen besmet door o.a. koolwaterstoffen of zuren en ruimingslib uit slib- en koolwaterstoffenafscielders.

Afdeling 2. — Afvalbeheer

Art. 35. Afvalstoffen, residuen en andere stoffen zoals verpakkingen, doeken of kunststoffen mogen niet door verbranding vernietigd worden.

Afdeling 3. — Afvalopslag

Art. 36. § 1. Gevaarlijke afvalstoffen en afgewerkte oliën mogen niet met elkaar in aanraking komen, noch met water of elke andere afval.

§ 2. Gevaarlijke afvalstoffen en afgewerkte oliën worden apart opgeslagen in recipiënten die bestand zijn tegen corrosie of tegen elke andere aantasting door de producten die ze bevatten.

De recipiënten vermelden de naam van de afval die ze bevatten.

Art. 37. Vloeibare gevaarlijke afvalstoffen en afgewerkte oliën worden opgeslagen in tanks met dubbele wanden of in tanks of recipiënten met enkelvoudige wand die evenwel geplaatst worden in een waterdichte retentiekom met de volgende kenmerken :

- 1° de wanden bieden voldoende mechanische weerstand en chemische inertie;
- 2° ze heeft geen openingen en is vooral niet aangesloten op een openbare riolering;
- 3° de totale capaciteit is gelijk aan of hoger dan de hoogste van de volgende waarden :
 - a) de helft van de totale capaciteit van de tanks die ze bevat;
 - b) de capaciteit van de grootste tank, verhoogd met 25 % van het totaalvolume van de andere tanks.

Afdeling 4. — Register

Art. 38. § 1. De exploitant houdt een register bij. Daartoe gebruikt hij een speciale ordner waarin hij de fotokopieën van de facturen of van de door de erkende ophaler afgegeven overnameformulieren rangschikt. Hij kan ook gebruik maken van een katern met gefolieerde bladen die niet losgescheurd mogen worden en waarin eventuele doorhalingen leesbaar blijven. Die katern mag elektronisch bijgehouden worden mits goedkeuring van de software door de "Office wallon des déchets" (Waalse dienst voor afvalstoffen).

§ 2. De katern bevat de volgende gegevens :

- 1° op de eerste bladzijde :
 - a) de naam en het adres van de exploitatiezetel;
 - b) de naam en het adres van de verantwoordelijke persoon;
- 2° op de volgende bladzijden :
 - a) de hoeveelheid afval, uitgedrukt in liters of kilo's, de aard en de kenmerken ervan, alsook het identificatienummer bedoeld in het besluit van de Waalse Regering van 10 juli 1997 tot opstelling van een afvalcatalogus;
 - b) de datum waarop de afval wordt opgehaald;
 - c) de naam en het adres van de erkende ophaler of vervoerder;
 - d) de methoden voor de verwijdering of de valorisatie van de afvalstoffen en de desbetreffende site of de identiteit van de erkende ophaler aan wie de afval wordt afgestaan.

Art. 39. Het bezit van alle gevaarlijke afval en afgewerkte banden wordt om de 6 maanden binnen de eerste 10 dagen van februari en augustus aangegeven bij de "Office wallon des déchets".

HOOFDSTUK VII. — *Controle, autocontrole en toezicht*

Afdeling 1. — Vestiging — Bouw

Art. 40. De rapporten over de controle op de elektrische installaties, die krachtens artikel 11 door een erkende instelling opgemaakt worden, worden door de exploitant ter inzage gelegd van de toezichthoudende ambtenaar.

Afdeling 2. — Preventie van ongevallen en brand

Art. 41. De exploitant legt het afschrift van het rapport van de territoriaal bevoegde Gewestelijke Brandweerdienst ter inzage van de toezichthoudende ambtenaar en richt zich naar de voorschriften waarvan sprake in dat rapport.

Afdeling 3. — Water

Art. 42. Elk document betreffende de dimensionering van de zuiveringsinstallatie, zoals bedoeld in artikel 27, § 2, wordt door de exploitant op de exploitatiezetel ter inzage van de toezichthoudende ambtenaar.

Afdeling 4. — Lucht

Art. 43. Het certificaat waarbij de jaarlijkse controle op de verwarmingsinstallaties bevestigd wordt, wordt door de exploitant ter inzage gelegd van de toezichthoudende ambtenaar.

Afdeling 5. — Afvalstoffen

Art. 44. Het in artikel 38 bedoelde register en een afschrift van de tweejaarlijkse aangifte, bedoeld in artikel 39, wordt door de exploitant ter inzage gelegd van de toezichthoudende ambtenaar.

HOOFDSTUK VIII. — *Overgangs- en slotbepalingen*

Art. 45. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

In afwijking van het vorige lid, zijn de artikelen 3 tot 7 van dit besluit van toepassing op de inrichtingen die uiterlijk 1 januari 2007 worden opgericht.

In afwijking van het eerste lid, kan de bevoegde overheid, in het kader van bijzondere voorwaarden, de bestaande inrichting onderwerpen aan minder strenge voorwaarden dan die bedoeld in hoofdstuk II voorzover de doelstelling bedoeld in artikel 2 van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning wordt bereikt.

In afwijking van het eerste lid, zijn de voorwaarden betreffende de zwevende stoffen — "MeS" — en de totale wasmiddelen niet van toepassing op de bestaande inrichtingen. Wat die inrichtingen betreft, mag het gehalte aan apolaire koolwaterstoffen, extraheerbaar met tetrachloorkoolstof — CCL₄ — of met een ander perhalogeen oplosmiddel dat verenigbaar is met Infra-Rode analyse, niet hoger zijn dan 50 mg/l voor lozingen in oppervlaktewater.

Art. 46. De afwijking die aan bepaalde instellingen werd verleend op grond van artikel 3 van het besluit van de Regent van 27 september 1947 houdende goedkeuring van de titels III, IV en V van het Algemeen Reglement voor de arbeidsbescherming, blijft van kracht.

Art. 47. De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 3 april 2003.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,
M. FORET